
Points clés

- Moscou semble préparer une « réponse symétrique » au développement éventuel de missiles américains à portée intermédiaire. Les experts continuent de spéculer sur la nature des futurs missiles russes à portée intermédiaire (versions basées sur les *Kalibr*, 9M723, Kh-101...) et sur leur localisation (Kaliningrad, Crimée, Extrême-Orient...).
 - Cependant, pour certains experts, la nouvelle course aux armements sera probablement qualitative, centrée sur l'intelligence artificielle, l'espace et le cyber.
 - Le concept de « stabilité stratégique » doit désormais faire place à celui de « stabilité stratégique multilatérale ». Ce dernier implique le renforcement de la dissuasion et l'abandon des restrictions quantitatives sur les armes nucléaires, mais aussi la création ou le renforcement de mécanismes destinés à prévenir tout conflit, y compris conventionnel, entre puissances nucléaires.
-

Nucléaire et dissuasion

Une source proche du ministère de la Défense russe (citée par *Vedomosti*) estime que **Moscou prépare une réponse symétrique au déploiement par Washington de missiles de croisière ou balistiques à portée intermédiaire : conception d'une version sol-sol du *Kalibr* et déploiement du RS-26 *Roubej***. Pour A. Kortounov du *Russian International Affairs Council*, l'incapacité des missiles russes à atteindre le territoire américain (hors Alaska) exclut toute symétrie. **La course aux armements à venir sera nécessairement qualitative : cyber, espace, systèmes d'armes autonomes, intelligence artificielle, etc. En matière d'équilibre stratégique, l'objectif principal de Moscou sera d'empêcher le développement du système de défense antimissile américain**, qui dévaluerait le potentiel de riposte russe (*Vedomosti*, 25 août 2019).

Selon l'expert militaire d'*Izvestia* D. Kornev, le missile 9M723 serait invulnérable aux systèmes de défense antimissile adverses, comme l'ont démontré ses récents essais (en août 2019). En réponse au déploiement de missiles américains à portée intermédiaire, la Russie pourrait augmenter sa portée jusqu'à plus de 700 km. Elle pourrait aussi concevoir une version sol-sol du missile *Kalibr* d'une portée supérieure à 2 000 km, ainsi que des versions sol-sol des missiles *Kinjal* et *Tsirkon* (*Izvestia*, 3 septembre 2019).

K. Sivkov, correspondant de l'Académie des sciences des missiles et de l'artillerie de Russie, souligne la grande précision du missile de croisière air-sol Kh-101 ainsi que sa furtivité, meilleure que celle du *Kalibr*. **La conception d'un nouveau missile basé sur le Kh-101 pourrait constituer une réponse adéquate à l'abandon du traité FNI** ; d'une portée de 10 à 12 000 km, il pourrait atteindre n'importe quelle cible sur le territoire américain (*Izvestia*, 18 septembre 2019).

Iou. Tchmoutine, membre du présidium de l'association des Officiers russes, estime que les régions les plus appropriées pour le déploiement de missiles russes à portée intermédiaire seraient, à l'Ouest, celles de Kaliningrad, voire la Crimée ; à l'Est, Sakhaline et le Primorié. Pour l'expert militaire A. Chirokorad, Moscou devra déployer des missiles *Iskander* et *Kalibr* dans les îles Kouriles du Sud si le Japon accueille des missiles de croisière américains à portée intermédiaire (*Moskovskii Komsomolets*, 23 août 2019 ; *Voïenno-Promyshlennyi Kourier*, 27 août 2019).

Stabilité stratégique

Selon S. Karaganov, du Conseil de politique extérieure et de défense (SVOP) et D. Souslov, du *Club Valdai*, le contexte stratégique actuel se caractérise par un faible risque de guerre nucléaire délibérée entre puissances nucléaires, mais aussi par un risque élevé de conflit militaire involontaire susceptible d'évoluer vers un conflit nucléaire mondial. Dès lors, **le concept de « stabilité stratégique », étroitement lié aux relations russo-américaines et à la parité nucléaire quantitative, devrait être remplacé par celui de « stabilité stratégique multilatérale » dont l'objectif serait de prévenir toute confrontation militaire entre puissances nucléaires. Cette nouvelle conception rompt avec la logique de désarmement et repose au contraire sur le renforcement de la dissuasion stratégique multilatérale**. Elle requiert aussi des instruments nouveaux : la mise en place de canaux de communication stables entre les forces armées des puissances nucléaires, notamment entre l'État-major général russe et le commandement du Grand quartier général des

Points clés

- L'état de la flotte russe et les contraintes économiques pesant sur sa modernisation ne permettent plus à Moscou de conduire seul des opérations dans des mers éloignées.
 - Un redéploiement des forces russes de l'Ouest vers les territoires au-delà de l'Oural est nécessaire pour parer les menaces que représentent la Chine, l'Afghanistan et l'OTAN.
 - Le déploiement de S-400 en Nouvelle-Zemble dissuadera d'éventuelles patrouilles aériennes américaines et permettra ainsi aux SNLE russes d'opérer en toute discrétion.
-

puissances alliées en Europe (SHAPE) et le Comité militaire de l'OTAN. Parmi les autres évolutions souhaitables, figurent le renforcement des mesures de transparence et de prévisibilité ; le développement des dialogues russo-américain et sino-américain sur leurs doctrines nucléaires et leurs stratégies militaires ; l'approfondissement du dialogue stratégique russo-chinois ; l'instauration de « règles de conduite » dans la sphère militaire, en particulier concernant les technologies de l'information, les armes conventionnelles de haute précision, l'espace, l'intelligence artificielle et les conflits régionaux ; l'élaboration de mécanismes de désescalade entre puissances nucléaires ; la prolongation du traité New START pour la préservation des règles de transparence, mais épuré de ses restrictions quantitatives (*Rossija v Globalnoi Politike*, 12 septembre 2019).

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour l'expert militaire P. Louzine (université de Perm), le renforcement qualitatif et quantitatif de la Marine annoncé par V. Poutine constitue un mirage. **La situation économique de la Russie ne lui permettra pas de construire les trois sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) et les sept sous-marins lanceurs de missiles de croisière (SSGN) dont elle aurait besoin** dans la décennie à venir. **Le renforcement qualitatif de la flotte de surface semble également irréaliste et Moscou** est contraint de privilégier la conception de petits navires. Outre les contraintes économiques, la conception de grands bâtiments (destroyers et croiseurs) est limitée par la rupture avec le complexe militaro-industriel ukrainien qui en produisait les moteurs. **Pour mener des incursions dans des mers éloignées, Moscou produira probablement davantage de sous-marins à propulsion diesel-électrique**, mais leur impact en termes de capacités militaires restera marginal. En définitive, **la Marine russe ne conservera son efficacité politico-militaire que dans un contexte de dissuasion nucléaire et à proximité des frontières russes. Moscou sera contraint de créer ou d'intégrer des coalitions pour mener des opérations dans les mers éloignées** (*Riddle*, 13 août 2019).

Pour l'expert militaire A. Leonkov d'*Arsenal Otetchestva*, **le futur système S-500 constituerait le chaînon manquant entre les systèmes S-400** (d'une portée de 400 km et d'une altitude de 30 km) **et les systèmes de défense antimissile actuels**, conçus pour détruire les missiles balistiques et les ogives nucléaires. Le S-500 permettra d'engager des cibles manœuvrables et hypersoniques, jusqu'à 500 km de distance et 100 km d'altitude. Après son déploiement, **le dispositif antiaérien russe pourra ainsi défendre l'intégralité du territoire contre toute attaque aérienne et spatiale** (*Armejskii Standart*, 20 août 2019).

Selon M. Aleksandrov, du MGIMO, **le déploiement de systèmes de défense antiaérienne S-400 sur l'île Ioujny en Nouvelle-Zemble renforcera substantiellement les capacités de riposte nucléaire russes** en empêchant les États-Unis d'effectuer des patrouilles dans la zone et de détecter les SNLE russes. Ce déploiement était d'autant plus nécessaire que la mer de Barents et la mer de Kara qui entourent l'archipel sont peu profondes, ce qui expose les sous-marins à la détection aérienne (*RNS*, 16 septembre 2019).

Organisation des forces armées

Pour A. Khramtchikhine, directeur adjoint de l'Institut d'analyse politique et militaire, **la Russie doit renforcer ses capacités militaires dans les régions de l'Oural et de la Sibérie**. Il s'agit, d'une part, d'être en mesure d'intervenir en cas d'agression chinoise contre le Kazakhstan et la Mongolie, voire contre la Russie elle-même ; d'autre part, de contenir une éventuelle invasion par les islamistes d'Afghanistan. **Le redéploiement d'une partie des forces (en particulier des capacités antiaériennes) au-delà de l'Oural serait également pertinent dans un scénario de conflit avec l'OTAN** : une éventuelle intervention de l'Alliance atlantique en Russie ne serait pas terrestre mais aérienne (*Nezavisimoe Voïennoe Obozrenie*, 6 septembre 2019).

Points clés

- Les exercices militaires *Tsentr-2019* ont permis d'expérimenter la coordination de troupes déployées sur des zones très éloignées, des opérations aéroportées complexes et l'utilisation massive de divers drones. Sur le plan géopolitique, ces manœuvres pourraient ouvrir la voie à une évolution de l'OCS vers une alliance militaire.

- Minsk s'efforcera probablement de freiner le processus d'intégration avec la Russie tout en essayant d'obtenir des conditions favorables de la part de Moscou en matière énergétique.

Exercices *Tsentr-2019*

Pour l'expert militaire P. Ivanov, il est difficile de dresser un bilan des exercices *Tsentr-2019* car le gouvernement a très peu communiqué à leur sujet, contrairement à *Vostok-2018*. Parmi les principales expérimentations, figurent la coordination de groupes de forces interarmées déployés à plusieurs milliers de kilomètres de distance, la conduite d'une opération aéroportée complexe et de grande ampleur et l'utilisation massive de drones de divers types (de renseignement et probablement de combat) (*Voïenno-Promyshlennyï Kourier*, 24 septembre 2019).

Pour l'expert militaire A. Golts, les exercices *Tsentr-2019* revêtent une forte dimension politique (participation de l'Inde et du Pakistan, déploiement d'une brigade chinoise complète). Ces manœuvres montrent que **l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est susceptible d'évoluer vers une alliance militaire. Au contraire, la pertinence de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) diminue** du fait des dissensions entre les pays de l'espace postsoviétique, comme en témoignent les récents affrontements militaires à la frontière entre Tadjikistan et Kirghizstan (*Ejednevnyï Journal*, 24 septembre 2019).

Élites / *Siloviki*

Pour le journaliste de *Republic.ru* M. Chevtchouk, **la récente interview à RBK du président de Rostech S. Tchemezov, où celui-ci s'est exprimé en faveur d'une « opposition forte » et a affirmé que Vladimir Poutine aurait « besoin de prendre du repos » après 2024, est clairement dirigée contre le tandem Poutine-Medvedev.** Ces déclarations sont d'autant plus inattendues que S. Tchemezov s'était jusqu'à présent abstenu de déclarations politiques. Il n'est pas exclu qu'il ambitionne de devenir Premier ministre dans le cadre d'un processus de transition. Il reste cependant à déterminer si S. Tchemezov agit de sa propre initiative ou comme porte-parole d'un groupe d'élites partageant la même volonté de changement (*Republic*, 21 septembre 2019).

Biélorussie

Pour le rédacteur en chef de Tut.by (Minsk) A. Chraïbman, **la mise en œuvre du programme d'intégration économique russo-biélorusse (partiellement divulgué par *Kommersant* et dont la ratification est prévue pour décembre 2019) semble illusoire.** L'instauration d'une autorité de régulation unique pour le marché des hydrocarbures, notamment, paraît douteuse : si elle fonctionne selon un principe paritaire, elle jouera en défaveur de la Russie et de ses compagnies énergétiques, mais si elle est dominée par Moscou, Minsk n'y verra aucun intérêt. De même, la création d'une agence douanière commune semble peu vraisemblable : la présence de douaniers russes à la frontière de la Biélorussie nuirait aux relations de celle-ci avec ses voisins et minerait ses efforts de rapprochement avec l'Union européenne. Minsk n'aurait, en outre, aucun intérêt à s'associer aux sanctions russes contre l'Occident. En tout état de cause, **Minsk refusera probablement de ratifier cet accord en décembre prochain** si Moscou ne lui garantit pas de compensation suite aux changements de la législation fiscale sur l'extraction et l'exportation des hydrocarbures (*nalogovyi maniovr*) et de tarifs gaziers avantageux à partir de 2020. **Il est fort probable que les négociations bilatérales à venir sur l'intégration seront suivies de plusieurs années de « ping-pong bureaucratique », durant lesquelles la Biélorussie poursuivra son autonomisation économique** (*Centre Carnegie de Moscou*, 18 septembre 2019).

Ukraine

Selon A. Kortounov, **le récent échange de prisonniers russes et ukrainiens répond pour Moscou à deux objectifs : la normalisation de la relation avec Kiev et le rapprochement avec l'Europe, tout particulièrement avec Paris. La prochaine étape devrait être la conclusion d'accords sécuritaires avec Kiev.** Certes, le volet politique des accords de Minsk, en particulier l'octroi d'un statut spécial pour le Donbass, semble définitivement bloqué. En revanche, Moscou et Kiev disposent d'une marge de manœuvre sur le volet sécuritaire : mise en œuvre de l'accord de

Points clés

- Si l'échange de prisonniers entre Moscou et Kiev ouvre une fenêtre d'opportunité pour la normalisation des relations entre les deux capitales, les experts sont sceptiques quant à un éventuel règlement du conflit du Donbass. Si des avancées sont possibles en matière sécuritaire, le volet politique reste dans l'impasse. La résolution du conflit pourrait toutefois être facilitée par un accord plus large incluant la levée des sanctions, le retour de la Russie au G8 et des aides financières substantielles à l'Ukraine.
- La vente de systèmes S-400 à l'Irak et à l'Arabie saoudite n'est pas à exclure, mais risquerait de fragiliser les relations de la Russie avec ses autres partenaires régionaux.

cessez-le-feu dans le Donbass, retrait des armes lourdes, renforcement du contrôle par l'OSCE, retour possible à l'idée d'un contingent de maintien de la paix de l'ONU, accords sur la prévention des incidents dans la mer d'Azov et sur le passage de navires ukrainiens par le détroit de Kertch. Ces initiatives pourraient ouvrir la voie à d'autres accords, concernant notamment le lancement de programmes humanitaires dans le Donbass, le rétablissement des relations commerciales bilatérales et le règlement de la question du transit gazier par l'Ukraine (*Meduzza*, 29 août 2019).

S. Outkine (IMEMO) estime qu'après l'échange de prisonniers, **Moscou et Kiev disposent encore de leviers de coopération relativement accessibles : l'échange de prisonniers entre Kiev et les républiques séparatistes du Donbass** (qui serait de plus grande ampleur), **un accord sur les modalités du retrait des forces des zones de Petrovskoïe et Zolotoïe** afin de consolider le cessez-le-feu. En revanche, la mise en œuvre de l'amnistie prévue par les accords de Minsk et l'organisation d'élections dans les territoires séparatistes seront plus délicates. Il est cependant indispensable de sortir du *statu quo*, car le gel du conflit empêchera, à long terme, la réintégration des territoires séparatistes dans le giron ukrainien. **Le règlement de ce conflit pourrait s'insérer dans un « paquet » plus large incluant des négociations avec les pays occidentaux sur la réintégration de la Russie dans le G8, la levée des sanctions mutuelles** et une aide financière à l'Ukraine pour la reconstruction du Donbass (*Centre Carnegie de Moscou*, 8 septembre 2019).

Ancien chef d'État-major adjoint des armées ukrainiennes, le général I. Romanenko affirme que **l'application de la « formule Steinmeier » favoriserait le camp prorusse**. Dans le contexte actuel, des élections contrôlées par l'OSCE dans les régions séparatistes seraient biaisées par la propagande de Moscou. Avant toute élection, il est nécessaire que les partis politiques ukrainiens puissent faire campagne dans les régions séparatistes dans un climat de sécurité. Les deux premiers points des Accords de Minsk – l'arrêt complet des combats et l'échange de tous les prisonniers – doivent être mis en œuvre en premier lieu. Afin d'empêcher les forces prorusses d'étendre leur territoire, **le retrait des troupes ukrainiennes doit s'accompagner du déploiement temporaire d'une force armée internationale** (*Fakty i Kommentarii*, 11 septembre 2019).

Moyen-Orient

Selon R. Mamedov du *Russian International Affairs Council* (RIAC), **l'Irak pourrait mener des négociations avec la Russie sur l'achat de systèmes S-400**. Les sanctions américaines contre la Russie pourraient compromettre un tel contrat, mais les précédents chinois, turcs et indiens montrent que cet obstacle peut être surmonté. En revanche, **cette décision aurait un coût politique important pour Moscou**, qui doit ménager ses relations avec les autres acteurs régionaux, notamment Israël. Cependant, **la Russie a aussi un intérêt pour la préservation de la stabilité en Irak, en particulier au regard de ses investissements** de plusieurs milliards de dollars dans l'industrie pétro-gazière du pays (*Russian International Affairs Council*, 13 septembre 2019).

Pour F. Loukianov du SVOP, **la proposition de la Russie de vendre ses systèmes de défense antiaérienne S-300 et S-400 à l'Arabie saoudite malgré le partenariat russo-iranien est dictée par une logique de renforcement de la dissuasion mutuelle**, comme dans le cas des livraisons d'armes à l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'expert militaire A. Golts rappelle cependant qu'en cas de conflit entre Téhéran et Riyad, Moscou sera contraint d'assurer la maintenance des systèmes et la formation des personnels dans les deux pays ennemis, ou de privilégier un client au détriment de l'autre – deux positions difficilement soutenables (*Ejednevnyi Journal*, 17 septembre 2019).

Le journaliste militaire de *Regnum* L. Nersissian estime que **les S-300 et S-400 ne permettraient pas de contrer efficacement une attaque de drones et de missiles similaire à celle qu'a récemment subie l'Arabie saoudite** : ils sont conçus pour intercepter des cibles en haute altitude et sont trop coûteux pour protéger chaque objectif de façon individuelle. **Le déploiement en grand nombre de véhicules**

Points clés

- La coopération militaire russo-chinoise devrait se traduire par de nouvelles manœuvres conjointes destinées à mettre en garde les pays adverses.
 - L'« Internet militaire » russe est conçu pour être imperméable à toute pénétration extérieure.
-

antiaériens de type *Tor-M2E* ou *Pantsir-S1/SM* serait plus pertinent (*Vzgliad*, 17 septembre 2019, *Russian International Affairs Council*, 13 septembre 2019).

L'expert militaire V. Churygin estime que **les importants travaux de rénovation des bases militaires russes en Syrie laissent présager une implantation durable des troupes russes** dans le pays. La base navale de Tartous et la base aérienne de Hmeimim ont été agrandies et équipées de systèmes de défense prévenant toute attaque terrestre, maritime ou aérienne ; en outre, le renforcement de l'intégration entre les deux bases a sensiblement renforcé leurs capacités opérationnelles (*Izvestia*, 20 septembre 2019).

Chine-Russie

Pour A. Khramtchikhine, **la coopération militaire russo-chinoise devrait s'institutionnaliser à l'avenir, sans pour autant changer fondamentalement de nature : les futures manœuvres conjointes resteront dictées par l'objectif d'impressionner les pays adverses**. Ainsi, les patrouilles conjointes menées fin juillet 2019 étaient « dépourvues de sens » sur le plan militaire : en cas de guerre, les bombardiers russes Tu-95MS et les avions AWACS A-50, ainsi que les bombardiers chinois N-6K, ne pourraient pas opérer sans une importante escorte de chasseurs. **Les prochaines patrouilles conjointes auront probablement lieu autour du Japon ou en direction de Guam**. En revanche, des manœuvres aériennes conjointes au-dessus de la mer de Chine méridionale sont peu envisageables car Moscou ne souhaite pas détériorer ses relations avec les pays de la région, en particulier avec le Vietnam. Un survol conjoint des océans Arctique et Atlantique semble encore moins envisageable, non seulement en raison du risque politique (pour la Chine), mais aussi car les appareils chinois seraient alors contraints de décoller depuis le territoire russe – un degré de coopération auquel Moscou n'est pas prêt. **En revanche, des patrouilles navales conjointes pourraient être effectuées dans la partie occidentale de l'océan Indien**. Elles pourraient avoir une fonction dissuasive dans un contexte de tensions dans le détroit d'Ormuz. **Des patrouilles navales (et aériennes) pourraient aussi avoir lieu dans les eaux de la mer du Japon et de la Chine orientale** (*Nezavisimoië Voïennoe Obozrenie*, 20 septembre 2019).

Cyber

Revenant sur les récents essais de l'« Internet militaire » russe (MTSS), dont le déploiement complet est prévu pour 2021, A. Leonkov considère qu'il permettra aux forces russes d'évoluer dans un champ informationnel unifié et facilitera notamment l'automatisation des frappes d'après les informations recueillies par les drones. **Moscou cherche à développer un système imperméable à toute pénétration extérieure**, doté de ses propres serveurs, centres et bases de stockage de données, logiciels, ainsi que de ses propres lignes de communication (câblées, sans fil, satellitaires). Cependant, en cas de mobilisation, le Centre national de gestion de la défense pourra également se connecter aux ressources civiles, par exemple à celles du complexe militaro-industriel, mais uniquement *via* des serveurs sécurisés. Des exercices sont régulièrement conduits dans ce domaine. En Syrie déjà, la mise en œuvre d'un champ informationnel unifié avait déjà permis aux forces aérospatiales russes de dépasser en efficacité le groupement aérien américain et de miner la tactique en réseau des organisations terroristes (*Armeïskii Standart*, 19 août 2019).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées